

ACTION URGENTE

SOUDAN. UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION ENCOURT LA PEINE DE MORT

Ibrahim El Sheikh, un dirigeant de l'opposition soudanaise, est détenu depuis le 8 juin. Son état de santé se détériore et il encourt la peine de mort.

Ibrahim El Sheikh est le président du Congrès national, un parti d'opposition. Il a été arrêté le 8 juin 2014 à l'issue d'une manifestation publique organisée à Al Nuhud (Kordofan de l'Ouest), au cours de laquelle il avait dénoncé les attaques menées contre des civils dans les États du Kordofan du Sud et du Darfour par les Forces d'appui rapide, une milice à la solde du gouvernement. Un groupe composé de nombreux agents des forces de sécurité auraient procédé à l'interpellation le 8 juin, tôt dans la matinée, au domicile d'Ibrahim El Sheikh, à Al Nuhud. Cet homme doit répondre de six accusations : on lui reproche notamment d'avoir incité à porter atteinte et porté lui-même atteinte au régime constitutionnel, charge passible de la peine capitale.

Selon les informations reçues par Amnesty International, l'état de santé d'Ibrahim El Sheikh s'est détérioré en détention. Il souffre notamment d'un trouble intestinal permanent, qui occasionne des saignements. Le 10 août, il a été transporté à l'hôpital policier de Khartoum, où des médecins ont estimé qu'il devait être opéré après l'avoir examiné. Amnesty International a appris que les médecins souhaitaient procéder immédiatement à l'intervention mais qu'Ibrahim El Sheikh s'était montré réticent. Ces réserves auraient été interprétées comme un refus et le Service national de la sûreté et du renseignement a alors décidé d'envoyer Ibrahim El Sheikh dans une autre prison, à Al Fola (Kordofan de l'Ouest).

Amnesty International considère cet homme comme un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exprimé pacifiquement ses opinions. Les autorités soudanaises doivent donc le libérer immédiatement et cesser de détenir arbitrairement des membres de l'opposition et des militants politiques.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à abandonner les charges pesant sur Ibrahim El Sheikh et à libérer cet homme immédiatement et sans condition car il est détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de veiller à ce qu'il puisse bénéficier de soins médicaux à Khartoum, et ce toute urgence ;
- priez-les instamment d'instituer un moratoire sur l'application de la peine de mort, en vue de son abolition.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 29 SEPTEMBRE 2014 À :

Président soudanais
HE Omar Hassan Ahmad al-Bashir
Office of the President
People's Palace
PO Box 281
Khartoum, Soudan
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Président,

Ministre de la Justice
Mohamed Bushara Dousa
Ministry of Justice
PO Box 302 Al Nil Avenue
Khartoum, Soudan Courriel :
moj@moj.gov.sd
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Ministre de l'Intérieur
Ibrahim Mahmoud Hamed
Ministry of Interior
PO Box 873

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Soudan dans votre pays (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

SOUDAN. UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION ENCOURT LA PEINE DE MORT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les Forces d'appui rapide ont été créées à la fin de l'année 2013 et ont été déployées dans les États du Kordofan du Sud, du Nil Bleu et du Darfour, où les forces gouvernementales et des groupes séparatistes s'affrontent. Les membres des Forces d'appui rapide sont issus, pour la plupart, des anciennes milices janjawids et ont perpétré de graves atteintes aux droits humains, notamment des homicides illégaux, des viols et des attaques contre des biens civils.

Dans les jours qui ont suivi l'arrestation d'Ibrahim El Sheikh, les autorités d'Al Nuhud ont effectué une descente dans les locaux du Congrès national et ont interpellé cinq étudiants membres du parti et un journaliste, ainsi qu'un jeune militant en ville. Un autre dirigeant de l'opposition, El Sadig El Mahdi, a été arrêté le 17 mai à Khartoum et inculpé d'avoir porté atteinte à la Constitution en critiquant publiquement les Forces d'appui rapide. Aujourd'hui responsable de l'*Oumma* (Parti de l'indépendance), il a été président du Soudan. Il a été remis en liberté le 15 juin. Sa fille Meriam Al Mahdi, responsable adjointe de l'*Oumma*, a été arrêtée le 11 août. Elle est détenue depuis lors.

Nom : Ibrahim El Sheikh
Homme

AU 206/14, AFR 54/018/2014, 18 août 2014